



Du RussiaGate au DeepStateGate: Attaque contre d'anciens dirigeants du FBI et de la CIA

Par [Ray McGovern](#)

Mondialisation.ca, 18 juillet 2019

[Consortium News](#) 8 juillet 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Loi et Justice](#)

L'Etat Profond gagne presque toujours. Mais si le procureur général Barr s'appuyait sur Trump et des enquêteurs loyaux, l'enfer pourrait se déchaîner, car les preuves contre ceux qui ont pris de sérieuses libertés avec la loi sont accablantes....

Alors que le Congrès reprend le travail et que le Comité judiciaire et le Comité du renseignement de la Chambre des représentants se préparent à interroger l'ex-procureur spécial Robert Mueller, le 17 juillet, les lignes partisans se dessinent encore plus nettement, transformant le RussiaGate en un DeepstateGate. Dimanche, un législateur républicain de premier plan, le représentant Peter King (R-NY) a jeté les gants lors d'une attaque publique inhabituellement acerbe contre d'anciens dirigeants du FBI et de la CIA.

King [a déclaré](#) à l'auditoire d'une radio : « *Il ne fait aucun doute pour moi qu'il y a eu des abus graves et sérieux qui ont été commis par le FBI et, je crois, par les échelons supérieurs de la CIA contre le président des États-Unis ou, à l'époque, le candidat à la présidence, Donald Trump* », selon *The Hill*.

King, un membre du Congrès spécialisé dans la sécurité nationale, a présidé à deux reprises le *House Homeland Security Committee* et dirige actuellement un sous-comité sur l'antiterrorisme et le renseignement. Il a également siégé pendant plusieurs années au *House Intelligence Committee*.

Celui-ci a déclaré :

Il n'y avait aucune base légale pour débiter cette enquête sur sa campagne ; et sur la façon dont ils ont mené cette enquête, sur la façon dont l'information a été fuitée... Tout cela va sortir. Cela va montrer leur partialité. Cela montrera le manque de fondement de l'enquête... et je dirais la même chose si cela avait été fait à l'encontre d'Hillary Clinton ou de Bernie Sanders... C'est tout simplement malhonnête.

Le Républicain de Long Island a fait une remarque bien ciblée sur ce qui passe dans les médias aujourd'hui : « *Les médias se sont ralliés à cette idée grotesque et ridicule que le président des États-Unis était impliqué dans une conspiration avec la Russie contre son propre pays.* »

Selon King, l'enquête du ministère de la Justice, ordonnée par le procureur général William Barr, prouverait que d'anciens fonctionnaires ont agi de manière inappropriée. Il fait allusion

à l'enquête menée par John Durham, un procureur du Connecticut. Ça sonne bien. Mais attendre que Durham termine son enquête à un rythme typiquement juridique serait, je le crains, un peu comme attendre que Mueller termine la sienne, c'est-à-dire un peu comme attendre Godot. Qu'en est-il maintenant ?

Où en est donc le rapport de l'IG sur la FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act) ?

C'est du lourd. Si Horowitz peut parler librement de ce qu'il a appris, son rapport pourrait mener à la mise en accusation de John Brennan, un ancien directeur de la CIA, James Comey, un ancien directeur du FBI, Andrew McCabe, un ancien directeur adjoint du FBI, Sally Yates et Rod Rosenstein, d'anciens sous-procureurs généraux, et Dana Boente, qui est la seule personne ayant signé les requêtes de la FISA encore en fonction. (Non, il n'a pas été rétrogradé au poste de commis au classement à la bibliothèque du FBI ; aux dernières nouvelles, il est avocat général du FBI !)

L'enquête de l'inspection générale du ministère de la justice, lancée en mars 2018, s'est concentrée sur la question de savoir si le dépôt par le FBI et le ministère de la justice, à compter d'octobre 2016, de quatre requêtes et renouvellements de requêtes en vertu de la loi FISA, pour surveiller Carter Page, l'ancien conseiller de campagne Trump, constituait un abus de cette loi. (Heureusement pour l'Inspection Générale, les hauts responsables du renseignement et de l'application de la loi d'Obama étaient tellement convaincus qu'Hillary Clinton l'emporterait qu'ils n'ont pas fait grand-chose pour cacher leurs traces.)

Le *Washington Examiner* [rapportait](#) mardi dernier que « l'enquête de l'inspection générale du ministère de la Justice sur l'abus potentiel de la Foreign Intelligence Surveillance Act est terminée, a déclaré un membre du Congrès républicain, même si le rapport sur ses conclusions pourrait ne pas être publié avant un mois ».

L'article se poursuit ainsi :

John Ratcliffe (R, Texas), membre du Comité judiciaire de la Chambre des représentants, a déclaré lundi qu'il avait rencontré Michael Horowitz, le chien de garde du ministère de la justice, la semaine dernière au sujet de son rapport sur les abus de la loi FISA. Dans une entrevue accordée aux médias, Ratcliffe a déclaré qu'ils avaient discuté du calendrier, mais pas du contenu du rapport, et qu'Horowitz lui avait dit que le travail d'enquête de son équipe était terminé et qu'ils étaient maintenant en train de rédiger le rapport. Ratcliffe a dit qu'il doutait que le rapport de Horowitz soit rendu public ou mis à la disposition du Congrès dans un avenir proche. Il [Horowitz] a fait savoir que presque 20 % de son rapport comprendrait des renseignements classifiés, de sorte que l'ébauche du rapport devra faire l'objet d'un examen par le FBI et le ministère de la justice. « J'espère que les membres du Congrès le verront avant les vacances d'août, mais je n'en suis pas si sûr. » a dit Ratcliffe.

Plus tôt, Horowitz avait prédit que son rapport serait prêt en mai ou en juin, mais il pourrait y avoir de bonnes raisons de le retarder. *Fox News* [rapportait](#) vendredi que « des témoins clés recherchés par l'inspecteur général du ministère de la Justice, Michael E. Horowitz, au début de son enquête sur des allégations d'abus en matière de surveillance gouvernementale, se sont présentés à la onzième heure ». Selon les sources de *Fox*, au moins un témoin extérieur au ministère de la Justice et au FBI a commencé à coopérer ; une percée qui a eu lieu après que Durham a été chargé de mener une enquête distincte sur les origines de l'affaire du FBI concernant la Russie, celle qui a déclenché l'enquête du

conseiller spécial Robert Mueller.

La « *classification secrète* » a toujours été l'une des tactiques préférées de l'État Profond pour contrecarrer les enquêtes ; surtout lorsque le matériel en question suscite de graves embarras ou révèle des crimes. Et les enjeux sont cette fois énormes.

Si l'on en juge par les précédents, les responsables du renseignement et de la justice de l'État Profond feront tout ce qui est en leur pouvoir pour utiliser cette excuse, « *c'est confidentiel* », afin d'éviter de se mettre eux-mêmes et de mettre leurs anciens collègues en danger sur le plan juridique. (Bien que cela violerait le [décret présidentiel 13526](#) d'Obama, interdisant la classification d'informations embarrassantes ou criminelles).

Il n'est pas sûr du tout que l'inspecteur général Horowitz et le procureur général Barr l'emporteront en fin de compte, même si le président Trump a donné à Barr le pouvoir nominal de déclassifier si besoin est. Pourquoi les enjeux sont-ils si extraordinairement élevés ?

Que savait Obama, et quand l'a-t-il su ?

Rappelons que dans un texto du 2 septembre 2016, adressé à Peter Strzok, le chef adjoint du contre-espionnage du FBI de l'époque, Lisa Page, sa petite amie et alors conseillère juridique supérieure de McCabe, le directeur adjoint du FBI, écrivait qu'elle était en train de préparer un compte rendu parce que le président « *veut savoir tout ce que nous faisons* ». Il semble peu probable que le directeur du renseignement national, le ministère de la justice, le FBI et la CIA aient tous tenu le président Obama dans l'ignorance au sujet de leurs manigances ; bien qu'il soit possible qu'ils l'aient fait par désir de lui fournir un « *déni plausible* ».

Il semble plus probable que Brennan, le plus proche confident d'Obama en matière de renseignement, lui ait parlé des manigances autour de la FISA, qu'Obama lui ait donné son approbation (peut-être seulement tacite), et que Brennan l'ait utilisée pour pousser les hauts responsables du renseignement et de la police à vaincre Trump, puis à l'empêcher de travailler et, si possible, à le destituer.

De plus, il n'est pas impossible de voir poindre dans les mois à venir une défense du style « *c'est Obama-qui-nous-a-poussés-à-le-faire* » - qu'elle soit fondée ou non - par Brennan et peut-être le reste du gang. Brennan peut même avoir un morceau de papier enregistrant l'« *approbation* » du président pour telle ou telle chose ; ou pourrait facilement demander à ses anciens subordonnés d'en préparer un qui semble authentique.

Contenir Devin Nunes

Le fait que l'État Profond conserve un pouvoir formidable peut être vu dans le traitement répété que Devin Nunes (R-CA), membre du House Intelligence Committee Ranking, a subi. Le 5 avril 2019, croyant apparemment avoir le feu vert pour passer à l'offensive, Nunes [écrivait](#) que les républicains du comité « *soumettront bientôt des pourvois en justice à l'encontre de nombreuses personnes impliquées [...] dans l'abus du renseignement à des fins politiques. Ces personnes doivent être tenues de rendre des comptes afin d'éviter que de tels abus ne se reproduisent à l'avenir.* »

Le 7 avril, Nunes a été encore plus précis en disant à *Fox News* qu'il s'apprêtait à envoyer huit pourvois en justice au ministère de la Justice « *cette semaine* », concernant des

allégations d'inconduite pendant l'enquête Trump-Russiagate, en particulier pour des fuites de « *matériel hautement confidentiel* » et des complots pour mentir au Congrès et au tribunal de la FISA. Pour Nunes, qui avait commencé à [parler publiquement](#) de peine de prison pour ceux qui pourraient être traduits en justice, tout semblait aller de soi.

À part *Fox News*, les médias grand public ont ignoré les commentaires explosifs de Nunes. Les médias semblaient convaincus que les mots « *pourvois en justice* » prononcés par Nunes pouvaient être ignorés en toute sécurité ; même si un nouveau shérif, Barr, était en action. Et bien sûr, maintenant, trois mois plus tard, où en sont ces fameux pourvois en justice ?

Tout porte à croire que le président Trump a peur de s'en prendre aux fonctionnaires de l'État profond dont il a hérité. Et l'État Profond gagne presque toujours. Mais si le procureur général Barr s'appuie bien sur le président pour soutenir Nunes, l'inspecteur général Horowitz, Durham et d'autres enquêteurs aux points de vue similaires, l'enfer pourrait se déchaîner, parce que les preuves contre ceux qui ont pris de sérieuses libertés avec la loi sont accablantes.

Ray McGovern

Article original en anglais :



[Ex-FBI, CIA Officials Draw Withering Fire on Russiagate](#)

[Consortiumnews](#) le 8 juillet 2019

Traduit par Wayan, relu par San pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [Consortium News](#)

Copyright © [Ray McGovern](#), [Consortium News](#), 2019

Articles Par : [Ray McGovern](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca